

Argentine: "L'accord avec la compagnie minière Barrick Gold est une corruption au plus haut niveau"

14-05-2009

Le député national Miguel Bonasso, l'un des promoteurs de la si célèbre comme éphémère "Loi de Protection des Glaciers", a accusé la présidente Cristina Fernandez de Kirchner de "se réunir avec un délinquant, le président de Barrick Gold, qui est un personnage lié à de grands délinquants de la scène internationale comme Gaith Pharaon, BCCI, Ferdinand Marcos, le scandale Iran-contras et autres".

"L'argument de Cristina de mettre son veto à la loi des Glaciers en disant qu'elle allait chercher le consensus sur le sujet est tellement grossier, que je lui demanderais quel plus grand consensus peut exister en Argentine qu'une loi votée par le Congrès à l'unanimité", a précisé Bonasso, considérant "clairement de la corruption" l'aval du kirchnerisme au projet minier de Pascua-Lama, que Barrick Gold met en place avec l'adhésion évidente du gouverneur de la province de San Juan, José Luis Gioja et de son frère, le sénateur César Gioja. Il a aussi considéré que : "c'est de la corruption au plus haut niveau".

De son côté, Fernando "Pino" Solanas a souligné qu' "en Argentine, le travail des mines est la seule branche de l'économie à laquelle il est permis d'exporter sans exigence de retour de devises, ces projets miniers ne nous servent à rien, la seule chose qu'ils laissent est une pollution monumentale. Si nous prenons le cas de Pascua-Lama, Barrick Gold va exporter 40 millions d'onces d'or et 1000 millions d'onces d'argent, tout cela représente plus de 50 milliards de dollars".

"En plus de l'argent qu'ils emportent, presque sans coût, et la contamination qu'ils laissent, il faut subventionner ces messieurs", a ajouté Solanas, indiquant que cela découle d'un décret de Kirchner de 2004. "Après avoir déduit des frais d'extraction, de production, d'assurances ... ils finissent par payer au maximum un pour cent", a indiqué Solanas, détachant que "les subventions qu'ils reçoivent, de l'ordre de 2,5 pour cent de ce qu'ils exportent, leur couvrent les frais de production de toute une année. Et ce sont les propres fonctionnaires de ces entreprises et des provinces liées à l'affaire qui font les rapports d'impact sur l'environnement...".

"Poussons les glaciers pour qu'entre Barrick Gold" Le Gouvernement a annoncé le 07 mai le commencement de la construction du projet binational minier Pascua-Lama, le premier de ce genre dans le monde qui demandera un investissement supérieur à 3 milliards de dollars et qui sera placé dans la province de San Juan, près de la frontière avec le Chili. La loi censurée par la présidente Cristina de Kirchner le 1er novembre 2008 avait été approuvée à l'unanimité le 22 octobre dernier par le Sénat de la Nation avec 47 législateurs présents. La norme créait un Inventaire National des Glaciers, où devaient être individualisés tous les glaciers et les péri-glaciers sur le territoire national qui opèrent comme des réserves hydriques existantes avec toute l'information nécessaire pour leur pour leur adéquate protection, contrôle et suivi. Dans son article 6, elle interdisait que dans les glaciers et leur environnement se réalisent des activités qui peuvent affecter sa condition naturelle ou qui impliquent sa destruction ou interfèrent leur progression : a) la libération, dispersion ou disposition de substances ou d'éléments polluants, de produits chimiques ou de déchets de n'importe quelle nature ou de volume; b) la construction d'oeuvres d'architecture ou d'infrastructure à l'exception de celles nécessaires à la recherche scientifique; c) l'exploration et l'exploitation minière ou pétrolière, incluant dans la dite restriction ce qui se développent dans l'environnement périglacial saturé en glace et d) l'installation d'industries ou le développement d'oeuvres ou d'activités industrielles. (...) <http://www.noalamina.org> Traduit par <http://amerikenlutt.free.fr>
Voir aussi:Argentine: la canadienne Barrick Gold menace San Juan avec Pascua-Lama